

# Concertation sur l'Insertion professionnelle des jeunes

**Sans projet, sans ambition, sans financement : juste un baroud d'honneur !**

---

La ministre du Travail, non contente d'avoir porté une loi perfide passée en force à coups de 49.3, contre l'intérêt général de la population, convoque mardi 4 octobre 2016 les partenaires sociaux et les organisations de jeunesse, en vue d'une concertation sur l'insertion professionnelle des jeunes.

**La CGT n'est pas dupe.** Cela sent le baroud d'honneur au moment où les cabinets ministériels se vident et où se profilent les échéances électorales : « Menons donc une concertation sur l'insertion professionnelle des jeunes ! »

S'agit-il d'un projet de grande envergure assorti de financements conséquents permettant de répondre réellement aux attentes et besoins des jeunes en matière d'insertion professionnelle ? Non, simplement des palabres organisées en vue d'élaborer, pour le Ministère, un document d'orientation pour d'éventuelles négociations.

Alors que la situation des jeunes fait régulièrement l'objet de plusieurs rapports, la Ministre propose une hypothétique négociation dont tout le monde sait que le patronat ne veut pas, poursuivant son objectif de baisse « du coût du travail » !

Les derniers ANI que la CGT n'a pas signés sur la question datent de 2011. Leur évaluation sera sur la table demain, pourquoi si tard ? Pourquoi attendre fin 2016 pour lancer des négociations sur ce sujet ?

***La CGT dénonce :***

- la précarité des jeunes ;*
- le recours abusif et massif aux CDD au détriment des CDI : 8 contrats sur 10 sont signés en CDD de très courte durée ;*
- le recours massif et abusif aux stages, aux missions de service civique et contrats aidés.*

**La CGT revendique** une réelle politique d'insertion professionnelle, sociale et sociétale des jeunes.

**Pour cela, il nous faut commencer par avoir un bilan exhaustif de l'ensemble des aides et exonérations dont ont bénéficié les entreprises ; ainsi que de réels moyens donnés au service public de l'emploi afin que l'ensemble des acteurs publics puissent mener à bien leurs missions.**

**L'argent existe, il suffit pour le gouvernement de choisir les politiques jeunesse plutôt que les exonérations patronales.**